

Coup d'État au Myanmar

Etat espagnol : des organisations sociales, partis et syndicats demandent la fin de la répression au Myanmar

samedi 24 avril 2021, par [Público](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2021).

Diverses organisations demandent la fin de la répression au Myanmar et ont signé un manifeste appelant à une solidarité active avec le peuple birman après le coup d'État de février dernier.

Une vingtaine d'organisations sociales, de partis et de syndicats ont signé un manifeste pour demander aux entreprises et aux gouvernements européens de suspendre la fourniture d'armes et tout lien commercial avec la dictature birmane, en solidarité avec la population de ce pays asiatique contrôlé depuis février dernier par une junte militaire putschiste.

« L'UE et ses États membres ne peuvent rester impassibles. Le coup d'État doit être condamné et il faut faire preuve de solidarité avec les travailleurs, les jeunes et les mouvements syndicaux birmans. Les forces internationales doivent exiger la fin de la répression et la libération des personnes arrêtées », indique le manifeste signé par Ecologistas en Acción, ATTAC, ELA, MATS, IAC, CS, CCOO, LAB, Anticapitalistas, Adelante Andalucía, CUP, Bildu, ERC, BNG, Podemos, IU et Más País.

La lettre appelle également à la condamnation ferme du coup d'État militaire par les États européens, à la libération immédiate de toutes les personnes détenues et à la solidarité avec le Mouvement de désobéissance civile (MDC), qui comprend les travailleurs de la santé et la « génération Z » (jeunes des écoles secondaires), qui ont été les premiers à rejeter le coup d'État, ainsi que les syndicalistes, notamment ceux de la fédération syndicale CTUM, qui ont appelé à la grève générale le 8 février.

Des mois de lutte et de répression militaire

Depuis le coup d'État du 1^{er} février, le peuple birman subit une violente répression de la part de la Tatmadaw, l'armée birmane. Les élections à l'Assemblée de l'Union en novembre 2020 ont donné une majorité à la Ligue nationale pour la démocratie, l'armée a donc craint de perdre ses privilèges.

Le Tatmadaw a ensuite arrêté le président et des centaines de représentants démocratiquement élus. Les classes populaires ont résisté et se sont organisées dans le cadre du mouvement de désobéissance civile, descendant dans les rues, organisant des grèves massives et exigeant une nouvelle constitution fédéraliste pour mettre fin à l'ingérence de l'armée. En outre, un mouvement de solidarité interethnique sans précédent émerge dans une région blessée par ces divisions, elles-mêmes alimentées par le Tatmadaw.

Público

P.-S.

- Público. Madrid 22/04/2021 11:37 Mise à jour : 22/04/2021 12:44 :
<https://www.publico.es/internacional/organizaciones-sociales-partidos-sindicatos-manifiesto-represion-myanmar-birmania.html>
- Traduction revue effectuée avec DeepL.